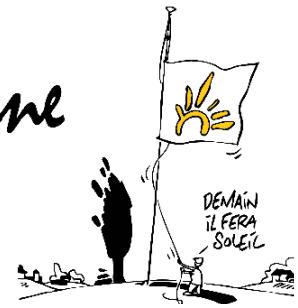




Confédération paysanne de Haute-Savoie



Quelle constat faites-vous de la réalité vécue dans votre champ d'action habituel durant cette période inédite ?

Fondamentalement, pour les paysans, il y a eu peu de changement sur le travail au quotidien, sauf en cas de manque de main d'œuvre (maladie, impossibilité de recruter). La crise a agi comme un révélateur des faiblesses et des atouts des fermes, notamment pour ce qui concerne la commercialisation et les approvisionnements.

Pour les paysans organisés en circuit court, on a constaté la résilience des structures, qui ont soit continué à fournir des paniers alimentaires, soit rapidement réorienté leur circuit de vente. En revanche, les fermes engagées dans des circuits longs étaient plus dépendantes des facteurs extérieurs. Globalement cela confirme que plus les circuits sont longs, moins les paysans ont la main sur la vente de leur production. Cependant les collectivités qui s'approvisionnaient chez certains producteurs locaux ont stoppé net les commandes (fermetures de cantines,...). Il faudrait rendre les contrats plus sécurisants pour les producteurs et prévoir des solutions d'urgence.

Sur les approvisionnements, la crise a montré les dépendances de chacun. Par exemple même en circuit court il y a des besoins d'emballages, d'énergie, de trésorerie...

Par ailleurs, il a été constaté que les gens se sont retournés vers les producteurs en vente directe pour leurs achats alimentaires. Ce choix de s'approvisionner au plus près a été fait pour différentes raisons (peur du COVID dans les grandes surfaces, plus de temps pour cuisiner, pénurie, conviction...). Cela semble montrer que les gens ont conscience de l'importance de bien s'alimenter. Mais, pour différentes raisons, il a fallu une crise pour le faire. La question c'est, est-ce que ces nouvelles habitudes alimentaires vont durer ?

Enfin, il faut voir que les effets de la crise ont été différents selon les productions. Dans les 2 Savoie, l'horticulture, la viticulture sont les plus touchées, la production laitière également.

Notre collectif est très attaché au programme du Conseil National de la Résistance. Pensez-vous que celui-ci, une fois actualisé, puisse ouvrir un chemin pour un autre avenir ?

Le projet de la revalorisation de la sécurité sociale nous apparaît indispensable pour accompagner les plus démunis, dont font partie de nombreux paysans. Il faudrait l'enrichir d'une sécurité sociale alimentaire. Le CNR avait créé la sécurité sociale santé, nous devons travailler avec toutes les forces progressistes à l'avènement du projet de sécurité sociale alimentaire, projet fédérateur et innovant pour « *le jour d'après* ».

De plus le CNR clamait l'importance d'une « *politique de prix agricoles rémunérateurs* ». Cette revendication est encore un des slogans de notre syndicat. Ce n'est pas de subventions dont nous avons besoin mais d'une vraie politique pour que les paysans puissent vivre de leur travail.

Par ailleurs, la crise actuelle montre qu'il faut réorienter la production pour que les paysans travaillent à nourrir la population plutôt que la balance commerciale. Sur ce plan-là, il y a de nombreuses marges de progrès et des leviers d'action.

Enfin, il est nécessaire de permettre l'existence de contre-pouvoirs (médias libres, syndicats...) qui permettent une meilleure information, une cohésion et une réactivité sociale.

Selon vous, quelles mesures seraient impératives pour que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant ?

Il est urgent de construire la souveraineté alimentaire. Nous vous invitons à lire [la tribune parue dans libération le 12 mai](#). Pour cela il est essentiel de réorienter la politique agricole commune pour transformer le système agricole en profondeur et installer rapidement plus d'un million de paysans en France. Il faudra initier ces futurs paysans aux pratiques agroécologiques en repensant la formation initiale et continue.

Plus localement ici, nous sommes engagés pour sauvegarder le foncier contre des projets inutiles comme l'autoroute du Chablais et l'écoparc du Genevois. Cette sauvegarde du foncier doit nous permettre de pouvoir installer des paysans. C'est en ce sens que nous avons [interpellé les élus haut savoysards](#).

A l'occasion de ce forum nous souhaitons proposer aux syndicats des autres secteurs de nous réunir prochainement pour construire localement la convergence des luttes !

Le comité départemental de la Confédération Paysanne de Haute Savoie